Politique sociale : l'action sociale en chiffres

Autor(en): **Méade, Ariane**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 1015

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1020554

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'action sociale en chiffres

Les professionnels du social sont mieux connus pour leur sollicitude envers la clientèle que pour leur dévouement aux chiffres. Pourtant, les temps changent, si l'on en juge par quelques études, articles et autres séminaires récents consacrés à l'évaluation et à la statistique dans le travail social. Dans ce contexte, saluons la revue genevoise d'information sociale *Expression* qui dans son dernier numéro présente un dossier «L'année sociale en chiffres» où sont groupées en 53 tableaux et 14 pages des données concernant l'action sociale poursuivie dans le canton... en quelque sorte la riposte sociale à *La Vie économique*.

A l'instar de la statistique officielle, aucune interprétation n'accompagne les tableaux, qui sont proposés plutôt comme un outil que chacun exploitera à sa guise. DP n'a pas résisté pour sa part à la tentation de se livrer à quelques analyses. Par exemple, le défi que lance le vieillissement de la population ressort clairement tout au long du travail: si la population du canton n'augmente qu'à peine — 0,8% entre 1987 et 1989 — celle de plus de 80 ans a augmenté de 7% pendant la même période. L'effort fait pour répondre aux besoins spécifiques de ce groupe d'âge est déjà impressionnant: évolution importante du nombre de lits en établissement pour les plus dépendants, extension rapide des services à domicile. Le coût de cet effort est également mis durement en évidence par la hausse effarante de l'assistance médicale consacrée au placement des personnes âgées.

Autre exemple: ce genre d'information concrète permet de mettre en perspective — ce que certains journalistes du bout du lac n'ont pas su faire ces derniers temps — l'aide accordée en assistance publique, en particulier aux réfugiés. On y apprend, notamment, que si le nombre de requérants d'asile ayant recours à l'assistance publique a augmenté de presque mille (75%) en deux ans, l'aide moyenne par dossier a diminué de 17%. On remarque en plus une augmentation du remboursement de la dette d'assistance par l'ensemble des catégories aidées, de sorte que l'assistance nette aux frais du canton a diminué d'un tiers depuis 1987. De quoi calmer quelques hommes et femmes politiques parti-e-s en croisade pour défendre les contribuables.

Si l'utilité des données chiffrées est pleinement démontrée par ces exemples, et par une multitude d'autres que chaque lecteur pourra déceler de lui-même à travers les pages d'*Expression*, quelques lacunes notables mettent en évidence deux problèmes, l'un concernant la statistique suisse en général, et l'autre touchant la structure de l'équipement social genevois en particulier.

D'abord, la difficulté de concilier l'intérêt de la Confédération et celui du canton en matière de statistiques est bien illustrée par le domaine de l'invalidité: pas la moindre miette d'information dans «L'année sociale en chiffres» sur les causes ou les types de handicap à Genève. Pourtant ces données sont publiées pour l'ensemble du pays par l'Office fédéral des assurances sociales. Que l'instance fédérale responsable de débourser une prestation soit incapable de fournir les chiffres utiles aux cantons n'est que symptomatique du manque de moyens dont disposent les responsables de la statistique dans ce pays.

Le deuxième obstacle à l'obtention de statistiques complètes tient au fait que dans presque tous les secteurs, l'action sociale genevoise se trouve dispersée entre plusieurs organismes dont les chiffres (s'ils existent) ne sont pas toujours comparables. La quasi-absence de données sur les mineurs pris en charge en établissement reflète ce problème, qui touche également des domaines aussi divers que le handicap, le maintien à domicile, les établissements pour personnes âgées, l'assurance maladie, les allocations familiales...

Mais là aussi le vent tourne: plusieurs offices de coordination (notamment des secteurs jeunes et handicap) sont en train de mettre en place une statistique couvrant tout le secteur. La vaste étude *Philémon et Baucis* annoncée par le conseiller d'Etat Guy-Olivier Segond a justement comme objectif non seulement de chiffrer l'ensemble des services en faveur des personnes âgées, mais aussi de faire collaborer les (trop?) nombreux organismes occupant le terrain. Genève ne compte pas moins de 400 organismes publics et privés actifs dans le domaine social. Une des tâches urgentes des nouveaux responsables de la politique sociale du canton sera d'exiger une meilleure collaboration entre les services, tant dans l'action que dans la mesure de l'action.

En ce qui concerne cette dernière, la chose semble être en bonne voie, car la statistique présentée dans *Expression* représente le fruit d'une collaboration entre le Département de la prévoyance sociale et de la santé publique, l'Hospice général et le Service cantonal de statistique.

Ariane Méade

ÉCHOS DES MÉDIAS

La radio alternative zurichoise *LoRa* boucle ses comptes avec peine mais se lance dans une opération d'investissement pour accroître son audience. Cela implique la couverture de frais se montant à 100'000 francs. Un appel de fonds va être lancé. Actuellement *LoRa* émet en onze langues et s'adresse donc à de nombreuses minorités.

Sonntagszeitung annonce que des pourparlers sont en cours dans la perspecxtive d'une fusion des deux émetteurs locaux bernois, tous deux fortement déficitaires. Il s'agit de *Förderband* et *extraBern*. Une solution viserait à maintenir, malgré tout, les deux concessions.

Surprise d'entendre à la revue de presse matinale de la radio romande la présentation d'articles parus dans *Bilan* et *Temps stratégique*, alors que l'on était habitué à n'y entendre présenter que la presse quotidienne et la presse hebdomadaire romande du groupe Ringier. L'exemplaire hebdomadaire de DP envoyé sous enveloppe à la radio finira peut-être lui aussi par fournir matière à citation.